

Moniquet: "On vit sous la menace d'un attentat"



© Photonews

Semaine sanglante, de terreur

BRUXELLES Claude Moniquet, expert en contre-terrorisme, revient avec nous sur les événements à Boston et en Belgique.

Dont les liens ne sont pas si ténus.

Comment expliquer qu'autant prennent les armes, risquent leur vie ?

"Il faut relativiser les chiffres. On parle de 80 à 300 personnes. C'est beaucoup et inquiétant. Et c'est à la fois très peu : il y a à peu près 600 à 800.000 musulmans en Belgique. Et entre 80 et 300 jeunes qui sont partis. On a toujours eu ça : on a eu des jeunes qui sont partis en Afghanistan, en Irak,... Quant au fait de prendre les armes, ce sont des gens qui sont très loin dans la conviction qu'il faut aller se battre contre les chiites. C'est aussi ça : une guerre de religion à l'intérieur de l'islam, pas seulement contre la dictature."

C'est une aventure ?

"Pour ceux qui ont dépassé la vingtaine, ce n'est pas une aventure, c'est un engagement. Ceux de 15-16 ans, c'est de l'aventure, de la transgression, de mauvaises influences."

La Belgique court-elle un risque réel ?

"Il y a deux problèmes pour la Belgique. Pour ceux qui sont très jeunes, il y a manifestement un problème légal. Ce sont des mineurs. Ensuite il y a un problème de sécurité, certains reviendront dégoûtés. D'autres reviendront chargés à bloc et auront appris sur le terrain à manier des armes. Il y a même une forme de plaisir, de l'adrénaline. Certains reviendront plus dangereux qu'ils ne l'étaient au départ."

Bloquer leur départ ne risque-t-il pas de les faire se sentir menacés ?

"Il y a un risque, connu. Pour les prédicateurs extrémistes, pour les recruteurs, c'est du pain bénit. Il ne faut pas rester sans rien faire évidemment."

D'où les mesures de ces dernières semaines...

"Dans les mesures préventives proposées, il y en a qui sont illusoires. Confisquer la carte d'identité, je ne vois pas sur quelle base légale on peut le faire. Ensuite, s'il y a des filières, ils trouveront des faux papiers. Enfin, en terme de droit pénal, l'intention n'est pas punissable. En préventif ce qu'on peut vraiment c'est s'attaquer aux recruteurs, aux réseaux."

Peut-on craindre de voir des événements comme ceux de Boston, pratiquement imprévisibles, découler de tout cela ?

“C’est effectivement une des menaces. On l’a vu en France avec Merah ou Jean-Louis Sidney. Maintenant avec Boston. On vit toujours sous la menace d’un grand attentat commis par Al Qaeda, ou par un groupement lié à Al Qaeda, comme Aqmi. Mais ce sont des types d’attentats qui demandent une organisation, beaucoup de moyens, de gens. Et donc autant de possibilités de les repérer.”

À Boston, ils n’étaient que deux...

“Il semble que ce soit une toute petite cellule formée par deux frères. Par définition on ne peut pas l’infiltrer. S’ils sont prudents, on ne verra pas ce qu’ils préparent avant de passer à l’acte.”

C’est inquiétant.

“C’est très inquiétant. Moins qu’un attentat comme le 11/09, Madrid ou Londres évidemment. Ces cellules font moins de victimes, leur manière de travailler est plus artisanale. Mais ce sont toujours des victimes de trop. Il y a d’autre part une menace sociale.”

Avec le risque de confondre extrémisme religieux et mauvaise intégration ?

“Oui, chez ces new jihadistes, des convertis ou des musulmans nés et élevés chez nous, on voit souvent, pas toujours, des problèmes d’intégration. C’est un mélange de sentiment d’exclusion, de rejet, à tort ou à raison, et d’une idéologie qui les fait passer à l’acte.”

On se retrouve avec un concept de terrorisme qui n’est plus lié à la politique.

“On est dans une espèce d’infraterrorisme, du terrorisme flou. Quand les gens du 11/09 jettent leurs avions dans les tours, les raisons sont claires. Quand on en arrive à mettre une bombe à la fin d’un marathon, on peut trouver des raisons idéologiques, mais c’est très vague, très flou.”

En réaction au malaise de cette jeunesse, peut-on voir une autre jeunesse, extrémiste, réagir ?

“Le risque existe. J’écrivais il y a quelques années que si des mesures n’étaient pas prises pour endiguer la radicalisation, pour lutter contre l’islamisme, on risquait d’avoir un affrontement entre islamistes et une extrême droite raciste, qui réagirait par peur, par haine. À leurs yeux, ces attentats sont du pain bénit, la démonstration de ce qu’ils disent : “Les musulmans ne peuvent pas s’intégrer”. On a eu un seul cas, pour le moment, c’est celui de Breivik à Oslo.”

Interview > Baptiste Marchal